

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

vietnam

l'imposture de la paix américaine

p. 4-5

renault

le scénario
gouvernemental

p. 3

le comte de paris
ou la
passion du présent

p. 2

français, si vous saviez ...

● La Famille royale appartient à la France et à tous les Français.

Tout le monde en parle. C'est un événement : journaux, radios et télévision sont allés au rendez-vous d'Amboise. Le comte de Paris annonçait dans cette résidence royale, le mardi 18 mars, la création de la Fondation Saint-Louis.

Du *Parisien* au *Figaro*, du *Monde* au *Quotidien de Paris*, les articles, photos et réflexions se sont multipliés cette semaine dans la presse française. Et des millions de Français ont enfin vu sur l'écran de leur télévision ce visage sobre et sérieux, quelque peu timide mais combien sympathique du comte de Paris qui serait notre Roi si la France croyait à son avenir.

Pour les royalistes, assurément, l'événement est éloquent : le Prince utilise les « médias ». Nous ne l'avions jamais vu à la télévision, ni sous la présidence du général de Gaulle, ni à l'occasion de l'important don (environ trois millions de documents) fait aux Archives nationales, le 5 mars 1969.

LA DONATION

L'enthousiasme et l'attention de la presse se comprennent si l'on voit bien, comme le souligne *Le Monde*, que le Prince posait « un acte officiel et un geste souverain ».

En 1886, la Maison de France, exilée, créa une société pour gérer ses biens pendant son exil. Malheureusement, la société civile était divisée en 126 parts réparties entre les membres de la famille royale, ce qui exposait constamment le patrimoine à la dispersion. Pour y parer, le comte de Paris, dès sa rentrée en France après l'abrogation de la loi d'exil (24 juin 1950), voulut racheter ces parts une à une.

Devenu seul propriétaire, l'idée d'une Fondation prit corps et se réalise aujourd'hui. Pour l'expliquer, certains suggèrent les difficultés d'entretien des monuments donnés ; d'autres parlent d'une liquidation de la « Couronne » ; d'autres enfin ne voient que simulation. Tout cela est faux : le fondement de l'opération est de sauver cet ensemble du partage et de la division ; ensuite c'est de rendre à la France les trésors de son histoire.

La division successorale a toujours été un handicap, moins pour le partage, d'ailleurs, que pour la dispersion. Le patrimoine de la Maison de France risquait à nouveau de se morceler entre les dix enfants du Prince, dont plusieurs sont mariés à l'étranger. La Fondation Saint-Louis ne cède donc pas à l'Etat ses droits de propriété : elle reste l'héritage, mais indivis, de la Maison royale. Et, curiosité (qui a nécessité un décret, le 4 janvier 1974), le chef de la Maison de France sera toujours et de droit le président de la Fondation.

Cette fondation reçoit les châteaux d'Amboise et de Bourbon-l'Archambault, les chapelles de Dreux et de la Compassion à Paris ; le monument du souvenir de Condé à Saint-Leu et celui d'Adélaïde, sœur de Louis-Philippe ; enfin, une grande partie des archives de la Maison de France et de nombreuses pièces de valeur ayant appartenu à la Couronne.

L'actuel Conseil d'administration se compose du Prétendant et de la Princesse ainsi que du Duc d'Orléans. En outre, le maire d'Amboise, M. Michel Debré, côtoie des représentants de l'Administration et quelques personnalités cooptées par le Conseil, dont M. Guy Coutant de Saisseval. On voit bien qu'il ne s'agit pas d'une liquidation des biens de la Couronne, et que les considérations fiscales ou pécuniaires n'interviennent pas en premier lieu dans cette opération. Mais nous avons appris que tout acte posé par le comte de Paris a une signification profonde.

LE SENS PROFOND

Ainsi, Paul Guilbert s'interroge dans *Le Quotidien* à propos de la Fondation : « Renoncement à sa propre espérance ? Retraite personnelle ? Dépit secret ? Ou au contraire remise à la nation du patrimoine historique de la Maison de France, comme la plus sûre des assurances contre l'oubli ou la dispersion ? ».

Il n'est pas inutile de noter la phrase du Prince : « J'ai imaginé cette fondation pour que ce qu'elle possède fasse désormais pleinement partie du patrimoine de la France, c'est-à-dire de tous les Français ». Nous voici au cœur de l'idée : en un temps où l'on rêve le changement plutôt que d'en vouloir les moyens, où l'on rabaisse la politique à la gestion économique,

où l'on cherche un socialisme sans les socialistes..., l'homme qui a de tout temps proclamé la pleine et entière citoyenneté de tous les Français et l'indépendance de la monarchie, vient rappeler qu'il n'y a pas d'unité française hors des Pères fondateurs de la nation.

Le patrimoine matériel des Prétendants appartient à la France et à tous les Français : la famille royale n'est l'apanage d'aucun parti ni d'aucune secte. Et, inversement, quel patrimoine que la France elle-même ? Mais en est-il de plus divisé ? C'est l'image magnifique de cette légitimité qui repose sur l'entente entre une famille, de père en fils, et la nation à laquelle reviennent en fin de compte tous les honneurs.

Par la Fondation Saint-Louis, le comte de Paris veut rappeler que le Prince est là, présent, soucieux depuis toujours de la grandeur de la nation et prêt à répondre à l'appel des Français, de ceux qui auront comme lui la passion de l'unité et de l'avenir. Mais c'est aussi montrer qu'aucun homme aujourd'hui ne peut rivaliser avec le poids de l'histoire des Capétiens pour prétendre, comme Saint Louis, dresser le bilan des forces vives de la nation et construire audacieusement un avenir de progrès dans la justice sociale, économique, communautaire et personnelle.

Qui, d'ailleurs, pourrait s'y tromper ? *Le Monde* l'a parfaitement vu, qui joint au compte rendu de Maurice Denuzière (un peu déçu que le comte de Paris ait fait savoir « qu'il ne répondrait pas aux questions politiques »), un bilan de la politique monarchiste. Ce bilan, la NAF l'a fait et se charge de contribuer à le faire connaître à tous les Français.

Comme conclut admirablement Paul Guilbert : « Aujourd'hui, âgé de 68 ans, l'âge du général en 1958, et tandis que s'est retermée la parenthèse gaullienne qui lui réserva peut-être un moment l'espoir d'une succession, le prétendant doit à nouveau infléchir l'expression de sa légitimité en l'identifiant à une exigence lointaine d'unité politique et sociale : c'est-à-dire, dans la circonstance, en s'en remettant à la nation elle-même. Ce qu'il a commencé à faire, symboliquement, en lui remettant ses biens. »

En fait, il n'est pas si lointain le temps où l'on saura que la monarchie, qui n'est pas un parti, peut seule assurer la promotion d'une politique pour tous les Français. Bien au-delà d'un 18 juin, c'est sur dix siècles d'histoire et quarante ans de vie politique personnelle au service du pays que le comte de Paris fonde sa légitimité. Et quel plus grand trésor pourrait-il rendre à la France sinon le patrimoine « spirituel » des Prétendants : le principe monarchique qu'il incarne en sa propre personne ?

Ph. VIMEUX

le comte de paris ou la passion du présent

L'ouvrage de Philippe Vimeux paraîtra en octobre 1975, la souscription pour la parution de ce livre est ouverte dès cette semaine. Nos lecteurs sont invités à nous envoyer rapidement leur souscription.

L'édition originale comprendra :

— un exemplaire sur grand papier numéroté I, réservé à Monseigneur le Comte de Paris.

— Vingt-quatre exemplaires sur grand papier, numérotés de II à XXV, dédiés par l'auteur, avec en hors-texte une photographie du Prince.

Prix de souscription 150 F

— Quatre-vingt exemplaires sur beau papier, numérotés de 1 à 80, dédiés par

l'auteur.

Prix de souscription 80 F

L'ensemble de l'édition originale ne sera vendue que par souscription et les commandes seront honorées dans l'ordre de leur arrivée.

L'édition courante du livre est aussi mise en souscription à des prix de faveur. Après la fin de la souscription l'ouvrage sera vendu 25 F plus les frais de port.

Prix de souscription :

1 exemplaire (franco) 22 F

3 exemplaires (franco) 60 F

5 exemplaires (franco) 95 F

10 exemplaires (franco) 150 F

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Nom : Prénom :

Adresse :

souscrit à :

.... édition courante à 22 F l'exemplaire, soit F

.... édition originale tirage limité à 80 exemplaires, à 80 F l'exemplaire, soit F

.... édition originale, tirage limité à 25 exemplaires au prix de 150 F l'exemplaire, soit F

Adressez vos souscriptions accompagnées de leur règlement à l'I.P.N. B.P. 558, 75026 Paris Cédex 01, C.C.P. La Source 33 537 41

éditorial

« Quand Renault éternue, la France s'enrhume ». Le vieil aphorisme de politique sociale se vérifiera-t-il une fois de plus ? Après cinquante jours de grève, nul n'entrevoit l'issue d'une bataille qui n'a jamais été aussi longue.

Pourtant l'épreuve de force était évitable, la négociation possible et souhaitée par les syndicats. Sans doute, ceux-ci ont-ils voulu tater l'adversaire, sur un terrain qui leur était particulièrement favorable : ce qui explique qu'ils n'aient pas désarmé lorsque satisfaction a été donnée aux caristes de l'île Seguin. Mais la perspective toute proche de négociations devait limiter dans le temps un mouvement revendicatif provoqué par une hausse des prix difficilement supportable. La surprise est venue de la direction de la Régie qui, vigoureusement appuyée par M. Chirac, a envenimé la situation : licenciements, « mise en garde » adressée à l'ensemble du personnel, refus de négocier le 18 mars malgré l'attitude conciliante des syndicats, action judiciaire intentée contre le syndicat C.G.T. du Mans, rien n'a été fait — c'est le moins qu'on puisse dire — pour détendre le climat.

SEULE LA LUTTE PAIE

Les dirigeants de la Régie Renault ne manquent pas, bien sûr, d'arguments : le coût de la majoration uniforme de 250 francs demandée par les syndicats est lourd, et

pénaliserait une entreprise confrontée à une crise profonde, mais qui joue bien son jeu sur le marché extérieur. Mais la condition ouvrière est encore telle qu'il est illusoire de parler aux travailleurs le seul langage du devoir et des affaires. Comment l'entendraient-ils, alors que malgré leurs conquêtes matérielles, ils se sentent plus que jamais étrangers dans la nation et cible privilégiée de la politique d'austérité ? Ce devoir-là n'est pas le leur puisque leurs droits sur l'entreprise sont inexistantes. Et ces affaires leur échappent, puisqu'ils ont le sentiment de ne pas recueillir tous les fruits de leur travail. On ne peut donc s'étonner que la classe ouvrière parle le langage du combat et se serve de son droit de grève — le seul qui soit efficace.

La durée du conflit surprend par contre, puisque le gouvernement aurait tout intérêt à résoudre ce conflit avant qu'il ne s'étende à d'autres secteurs. De toute évidence, là n'est pas sa tactique : le pouvoir a choisi de se battre dans une entreprise très combattive afin de briser pour longtemps toute velléité revendicative. Les ouvriers matés, il n'en serait que plus à l'aise pour continuer à « refroidir » l'économie par le chômage massif et l'appauvrissement des salariés.

L'HYDRE COMMUNISTE

Déjà, à l'automne dernier, la longue grève des postes avait montré la dureté du pou-

voir : accompagnée d'une violente campagne anticommuniste, cette « victoire » avait beaucoup fait pour retourner l'opinion publique en sa faveur. Voici maintenant l'offensive de printemps, au scénario identique : d'un côté le pouvoir laisse durcir puis pourrir une grève, de l'autre il fait semblant d'avoir peur du Parti communiste. Et comme celui-ci est contraint de témoigner de sa combativité et de sa représentativité par rapport aux socialistes, MM. Chirac et Poniatowski ont donc beau jeu de dénoncer les campagnes « tous azimuts » du Parti. Même de Moscou, avec l'incroyable culot qu'il faut reconnaître au Premier ministre !

Cette comédie a été cent fois jouée, mais elle fait toujours recette. Peut-être moins que par le passé, mais encore suffisamment pour donner au pouvoir la petite majorité dont il a besoin pour exister. A court terme, celui-ci peut être gagnant. Mais, à force de faire la guerre contre une moitié de la France, à force de vouloir enfermer des millions de Français dans un ghetto moral, on finit par perdre. Car la politique du mépris engendre la révolte. Elle risque de balayer un jour la classe dirigeante et d'imposer un « ordre » différent mais non moins rigoureux. Ce sera sans doute regrettable. Mais la caste qui nous gouverne ne l'aura pas volé.

Bertrand RENOUVIN

nouvelles sources d'énergie

quel avenir ?

Sur le plan pétrolier, l'année 1975 ne ressemblera à aucune autre. Due aussi bien à la clémence de l'hiver qu'à la hausse des coûts et aux diverses mesures gouvernementales, la baisse de la consommation des produits pétroliers semble mettre en difficulté le front commun des pays producteurs de pétrole. Simultanément, la faiblesse continue du dollar — monnaie dans laquelle la quasi-totalité des contrats d'achat de pétrole brut est libellée — remet en cause le niveau du revenu réel des exportateurs de pétrole.

Dans ce double contexte, l'idée de fixer un prix-plancher pour le pétrole, exprimée par Kissinger à Washington le 3 février 1975, a surpris. Pourtant l'idée est en soi parfaitement juste. Le poids des investissements énergétiques dans l'ensemble des pays industrialisés exige une politique à long terme. La prévision, et même la fixation d'un prix de l'énergie constitue alors le point-clé de cette politique.

QUEL PRIX-PLANCHER ?

Toute la question est celle du niveau. En effet, fixer un prix minimum pour le pétrole brut c'est déterminer le seuil garantissant la rentabilité des autres ressources énergétiques — énergie fossile (charbon, par exemple), hydro-électrique, nucléaire. Elles ne pourront être développées à long terme si le coût des investissements indispensables est supérieur au coût actuel — et futur — du pétrole brut. Durant ces vingt dernières années, l'abandon du charbon, le trop lent développement du nucléaire, l'absence de recherches d'autres énergies ont tenu à un fait bien

simple : le pétrole était bon marché ; trop bon marché même, puisqu'il a donné aux compagnies pétrolières internationales une puissance sans commune mesure avec celle d'autres trusts industriels. Puissance aujourd'hui largement partagée avec les pays détenteurs de l'or noir, mais encore réelle cependant : certains n'hésitent pas à voir les conséquences d'une certaine « influence » des grands trusts pétroliers derrière les récentes et violentes campagnes dirigées contre les centrales nucléaires...

Il ne faut pas non plus oublier que les Etats-Unis sont peut-être le pays le mieux pourvu du monde, en charbon et schistes bitumeux. Et que les grandes compagnies pétrolières américaines possèdent environ 60 % des réserves charbonnières de l'Amérique du Nord...

Le souci de M. Kissinger est donc bien compréhensible. Il s'agit, d'une part, de prévoir un prix minimum assez élevé pour que les immenses richesses de son pays deviennent rentablement exploitables, et d'autre part de mettre en œuvre toute sa diplomatie, et surtout le pouvoir d'attraction de ces mêmes richesses, pour faire surgir une décision propre à ses vues et commune à tous les pays consommateurs. Succès économique, succès politique surtout, si dans un premier temps le principe d'un prix-plancher est adopté puis fixé selon la volonté américaine.

M. Kissinger a gagné la première manche. L'Agence Internationale de l'Energie (dont la France reste formellement absente) vient d'adopter le principe d'un prix-plancher commun. Mais les victoires diplomatiques

tiennent parfois à la simple tournure d'un communiqué. En précisant qu'il s'agit d'un **niveau de prix commun de protection** (« minimum common safeguard level of price »), les pays membres de l'Agence reconnaissent mieux que par un long discours la suprématie américaine en acceptant ses propres normes de protectionnisme.

Mais, selon ses richesses en énergie de substitution, un pays peut ou non souscrire au principe même du prix-plancher. Relativement pauvre en charbon, démunie en uranium, la France ne pourra avant longtemps compter sur le nucléaire et encore moins sur la géothermie ou l'énergie solaire. Le pétrole reste vital pour son industrie. Il faut donc l'obtenir le meilleur marché possible, le plus souvent par des accords directs d'Etat à Etat. Le principe même d'un prix-plancher est pour notre pays encore inacceptable. Et la France n'est pas seule dans ce cas. L'Allemagne, la Grande-Bretagne ont du charbon, dans des proportions plus importantes que la France. Peu leur importe, au contraire, l'existence d'un prix-plancher qui valorise leurs richesses souterraines. Mais le Japon, l'Espagne, la Grèce sont plus proches sur ce point de la France que des Etats-Unis.

La victoire de Kissinger sera complète si la France se contente d'observer, comme elle ne cesse de le faire, sur instructions de M. Giscard d'Estaing. Si la France se tait aujourd'hui, vers qui se tourneront ceux qui veulent échapper à l'impérialisme américain ?

P. D'AYMERIES

Cet article n'aurait pu être rédigé sans les renseignements fournis par un de nos amis revenu récemment du Sud-Vietnam et qui tient à garder l'anonymat. Qu'il en soit remercié.

vietnam - vietnam - vietnam - vietnam

l'imposture de la

En 1973, M. Kissinger avait obtenu le prix Nobel de la paix pour la brillante manière dont il avait « réglé » la deuxième guerre d'Indochine. A deux ans de distance cette distinction semble d'un parfait mauvais goût.

Les récentes décisions prises par Thieu d'évacuer les plateaux de l'Annam illustrent en effet tragiquement l'imposture de la « pax americana ». Pour que celle-ci soit viable, il faudrait non seulement que les U.S.A. aient le désir de renoncer aux déclins de l'impérialisme mais aussi qu'ils soient capables de concevoir un projet politique cohérent. Ce n'est pas le cas.

UN LACHAGE MILITAIRE...

Lorsque Nixon et Kissinger avaient signé les accords de Paris avec le Nord-Vietnam, ils poursuivaient un double but. D'abord dégager les Etats-Unis du guépier vietnamien. Ensuite maintenir à Saigon un régime anticommuniste en l'aidant par une aide militaire et financière élevée.

Aide militaire : le général Westmoreland et les « conseillers » américains de Thieu avaient réussi à forger des unités sud-vietnamiennes de valeur, telle la 1^{re} division, considérée par tous les spécialistes comme égale aux meilleurs corps de troupe américains. Mais ces unités ont pris l'habitude de se battre « à l'américaine » : c'est-à-dire avec un luxe de moyens matériels ultra-modernes.

Or, il se trouve que pour de sordides raisons de politique intérieure américaine (lutte des démocrates contre les républicains à l'approche des élections présidentielles de 1976), le Congrès, illustrant malgré lui la stupidité de la pseudo-démocratie libérale, a refusé à Gerald Ford successeur de Nixon, les crédits nécessaires à l'entretien et au renouvellement du matériel de guerre fourni au Sud-Vietnam. Dès lors, celui-ci ne pouvait continuer comme avant son effort de guerre. Ajoutons à cela que le quadruplement des prix du pétrole l'oblige à laisser au sol la moitié de sa flotte aérienne de guerre qui en 1973 représentait 1 700 appareils (soit le 3^e rang mondial).

Il y a plus grave : les soldats sud-vietnamiens habitués au confort sont quelque peu démoralisés devant ces restrictions et ces rationnements. Cela les place en situation d'infériorité face aux Nord-vietnamiens et aux Vietcongs qui, eux, sont aguerris par trente ans de guerre dans des conditions très sévères, qui savent se contenter d'un minuscule bol de riz pour survivre (1).

Comme Thieu avait jusqu'à la dernière minute espéré que les U.S.A. réviseraient leur attitude et retardé au maximum l'évacuation des hauts plateaux annamites. Et celle-ci effectuée maintenant avec précipitation, prend l'allure d'une débâcle car, en outre, elle dépasse toutes les prévisions.

Les événements du Sud-Vietnam montrent l'impuissance du pseudo-modèle de civilisation américain à lutter contre le communisme. Même quand celui-ci est rejeté par une grande partie de la population.

... ET ECONOMIQUE

Mais la suppression de l'aide militaire est également assortie d'une suppression de l'aide financière et économique. Nixon avait promis à Thieu de maintenir celle-ci après l'évacuation du Sud-Vietnam par les GI's, à titre compensatoire. La présence de l'armée américaine avait en effet introduit dans le pays une prospérité aussi spectaculaire que factice.

Et les Sud-Vietnamiens avaient profité massivement de l'argent et des stocks de l'armée américaine. Ils montraient même un véritable génie dans cet art. Même les boîtes de bière de l'armée qui, déroulées, servaient à faire des toitures dans les « roseau-villes » étaient utilisées. Une fois par mois, les soldats américains avaient une permission pour « faire la brigue » à Saigon et recevaient pour cet usage deux cents dollars. Du coup le nombre des prostituées saigonaises était passé à deux cent mille. Avec la famille (et Dieu sait si les familles vietnamiennes, véritables tribus, sont nombreuses) cela faisait deux à trois millions de personnes qui vivaient ainsi des Américains. Il fallait y ajouter le million d'employés des bases américaines. Celles-ci laissaient dans le pays un demi-milliard de dollars (deux cent cinquante milliards d'anciens francs).

L'ennui c'est que le Vietnam était de la sorte dans un état d'assistance complète. L'aide de substitution était prévue pour dix ans à charge pour le régime Thieu de créer dans la décennie des industries de remplacement. **Sa suppression plonge le Sud-Vietnam dans le marasme. Il y a deux à trois millions de chômeurs.** La piastre a été dévaluée vingt-trois fois en un an cependant que le coût de la vie doublait dans le même temps.

Ceci est d'autant plus grave que les civils sud-vietnamiens avaient pris goût à la relative prospérité qui s'était instauré. Un goût qui risque fort d'amener la dissolution complète de la société sud-vietnamienne.

AMERICAIN WAY OF LIFE ET POURRITURE

En effet les Américains ont perdu leur pari de combattre le communisme à coup de prospérité. Ils espéraient de cette façon dissocier et « pourrir » les Vietcongs. Cette illusion avait déjà été celle du capitalisme français des années cinquante. C'est en fait le contraire qui s'est produit. Les Sud-Vietnamiens non-communistes sont devenus d'une vénalité invraisemblable.

Lorsque les soldats sud-vietnamiens sont attaqués par le Viet-cong, ils doivent parfois « acheter » les munitions à leurs capitaines ! Autre exemple : le service militaire au Vietnam du Sud commence à dix-huit ans et dans ce pays en guerre, n'a pas de limite précise, peut même pour le plus malchanceux atteindre la dizaine d'années. Autant dire que les certificats d'inaptitude physique se vendent fort cher. Mais le fin du fin, c'est d'avoir le bac mention très bien qui ouvre les portes des universités françaises et permet d'éviter l'armée. Coût du bac mention très bien : un million de piastres (650.000 A.F.).

Quant aux Vietnamiennes qui veulent fuir la guerre et aller en France — bien attirante décidément pour nos anciens colonisés ! — elles cherchent à conclure un mariage bidon avec un européen assorti d'un divorce dès l'arrivée en France. Ce genre de service se vend trois millions de francs (payables la moitié à Saigon, l'autre en Europe).

L'inflation accentue la tendance à la corruption car les salaires sont dérisoires. Un salaire mensuel moyen est de 16.000 piastres (10.000 anciens francs), celui d'un capitaine, 30.000 piastres, celui d'un général, 60.000 piastres. Et pour tout arranger, les chefs du régime Thieu et Khiem donnent l'exemple de la vénalité et s'attirent le mépris de la population. Surtout lorsqu'ils font des fautes du style de l'affaire du riz américain.

Bien que le Vietnam du Sud soit un producteur surabondant de riz, il reçoit gratuitement des surplus de cette céréale qui lui sont livrés par les Américains. Le gouvernement les revend sept à huit mille francs le quintal aux fonctionnaires, soit 100 % de bénéfice pour lui. Mais ce riz, par la même occasion, fait de la concurrence déloyale au riz des paysans sud-vietnamiens qui, vendu sur le marché, coûte dix à douze mille francs. Le Vietcong a tout de suite vu le parti qu'il pourrait tirer de cette situation et s'empresse de le racheter treize ou quatorze mille francs aux paysans.

THIEU : FINI

Thieu est donc usé. Il avait eu une chance en 1971-72 de se donner une « carrure nationale ». Il avait su à cette époque, poussé d'ailleurs par les Etats-Unis, lancer une réforme agraire sur le thème « La terre à ceux qui la travaillent ». Mais les anciens propriétaires ont récupéré leurs terres dès le départ des conseillers américains et Thieu est honni par le peuple sud-vietnamien.

- vietnam - vietnam - vietnam - vietnam - vietnam-viet

paix américaine

Et il lui sera impossible de remonter la pente car il se trouve dans un cercle vicieux : la fin de la prospérité entraîne le mécontentement, Thieu se rabat sur la fidélité des troupes d'élite de l'armée ; mais comme les autres unités se désagrègent, depuis la suppression de l'aide américaine, il a le choix entre faire décimer par les Viets ses « divisions de fer » ou ne pas les engager et évacuer les plateaux ; ce qui accroît le mécontentement.

VIETCONGS : DETESTES

Car les Sud-Vietnamiens ne sont nullement acquis au communisme. Pour eux, le communisme c'est avant tout la domination des hommes du Nord. Or les Cochinchinois se méfient des Nord-Vietnamiens trop austères, rigides et méticuleux, véritables Prussiens de l'Asie. Les « Sudistes » eux sont plutôt insouciantes et surtout très individualistes. Ils sont davantage soucieux de « cueillir le jour » et de profiter de la relative richesse du delta du Mékong, que de se plier à l'endoctrinement des Viets.

Cet antagonisme multi-séculaire Sud-Nord n'a fait que renforcer avec la colonisation française qui a recruté au Nord ses cadres administratifs et commercé avec le Sud. Il s'est durci avec la partition de 1954. L'exode de centaines de milliers de Sud-Vietnamiens qui fuient les zones occupées par le Vietcong prouve leur refus de la domination du Nord. Là où les Viets arrivent ils donnent aux paysans deux buffles et de quoi se construire une toiture de maison solide... ce qui est le rêve de

tout paysan vietnamien. Mais ceux-ci s'enfuient quand même car ils ne peuvent supporter les conférences tri-quotidiennes du commissaire politique.

VERS UN GOUVERNEMENT DE COALITION

La guerre risque de se prolonger longtemps. Thieu a pris un gros risque en réduisant à une mince bande côtière et urbaine l'Annam non communiste. Hué, Da-Nang pourraient bien tomber rapidement. Et la prise d'Hué, capitale historique de l'empire d'Annam, aurait un effet psychologique désastreux pour le régime de Saigon.

Il n'en reste pas moins que Thieu ou son successeur garderaient encore la zone de Nah-Trangà Canthô, c'est-à-dire l'ancienne Cochinchine qui constitue le Vietnam utile avec dix-sept millions d'habitants sur vingt et le plus grand grenier à riz de l'Indochine.

Dès lors, sauf invasion massive et ouverte des Nord-Vietnamiens, la Cochinchine ne deviendra pas communiste à court terme. On peut se demander d'ailleurs si le Vietcong cherche à obtenir ce résultat. Il a peut-être peur en cas d'attaque directe contre Saigon d'une réaction des Etats-Unis. Son jeu consisterait alors à favoriser la constitution d'un gouvernement de coalition comprenant les communistes, qui pratiquerait une politique neutraliste et préserverait la fiction de l'unité du Sud-Vietnam.

ET LA FRANCE ?

Il n'est pas dit d'ailleurs que la France n'ait pas un rôle à jouer dans le règlement de la

question vietnamienne. Elle est regrettée par nombre de Vietnamiens et, depuis trois ans, connaît un regain de faveur dû au fait qu'elle s'est bien gardée de s'engager dans le conflit.

Elle pourrait, dans l'immédiat, faciliter le rapprochement entre un Sud-Vietnam neutraliste et un Nord-Vietnam communiste. Car les Vietnamiens, malgré leurs antagonismes, se sentent membres d'un même peuple. Pas forcément d'une même nation, certes ce qui leur permet de supporter la partition. Mais à condition qu'il n'y ait pas une coupure trop profonde et trop radicale. Diem d'ailleurs l'avait compris qui, en 1962-63, esquissait un rapprochement avec Ho-Chi-Minh malgré son anti-communisme (cela lui avait valu d'être renversé et assassiné à l'instigation de la C.I.A.).

— Mais n'y a-t-il pas un risque de voir dans un second temps les communistes éliminer leurs partenaires du gouvernement sud-vietnamiens ?

— Bien sûr. Les communistes, très sectaires en règle général, cherchent tôt ou tard à monopoliser le pouvoir. Comme à Lisbonne, comme à Prague. Mais on ne le combattra efficacement à Saigon qu'en suscitant parmi les non-communistes l'adhésion à un modèle de civilisation tenant compte des traditions vietnamiennes et en rupture avec le cosmopolitisme déracinant venu d'Amérique. Et la France peut y contribuer (1) en donnant l'exemple d'une diplomatie dressée contre la double hégémonie soviéto-américaine et d'un projet de civilisation original. Mais n'est-ce pas trop attendre des princes qui nous gouvernent ?

Arnaud FABRE

(1) Ne serait-ce qu'en développant les missions culturelles au Sud-Vietnam.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (20 F), 6 mois (40 F), un an (70 F), de soutien (120 F) (*)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 642-31 Paris

à retourner à la naf - 17, rue des petits-champs - paris 1^{er}

immigration

l'affaire des mauriciens

Les négriers existent encore, la preuve nous en est fournie par cette « affaire » dite des Mauriciens, qui connaît actuellement dans le département de l'Aube un retentissement exceptionnel. Et justifié, puisqu'elle remet en cause non seulement un organisme comme l'Office National d'Immigration, mais aussi toute une politique patronale basée sur la volonté de provoquer le profit, sans s'embarasser de scrupules ni de sentiment humain.

Les entreprises Silvérié, composées de nombreuses filiales dont l'une a son siège à Ostende et l'autre à Troyes, manquant de personnel, acceptèrent la suggestion d'un mécanicien travaillant dans l'usine de Troyes. Celui-ci proposait de faire appel à des membres de sa famille et à des amis originaires comme lui de l'île Maurice : lorsque quelques jours après, le comptable de l'entreprise remit à un autre Mauricien, M. Nobec, la somme nécessaire au transport de ces travailleurs en charter depuis l'Océan Indien, le processus illégal qui devait conduire au procès était engagé.

Sur les vingt-trois travailleurs qui arrivèrent à Ostende, quatre purent passer la frontière franco-belge, en prétextant un « concours » ouvrier. Les dix-neuf autres se virent interdire l'entrée en France par l'Office National de l'Immigration à la suite d'une lettre de protestation émanant de l'Union Départementale de la C.F.D.T. dans laquelle il était clairement mentionné que : « cette opération projetée en pé-

riode de chômage ne peut qu'accroître les difficultés des travailleurs mauriciens et français. C'est pourquoi nous demandons à M. le ministre du Travail de prendre toutes dispositions à bref délai à fin d'interdire de semblables procédés ».

C'est ainsi que les dix-neuf mauriciens dont des jeunes de moins de dix-huit ans, sans parents, sans argent, et ne pouvant obtenir le contrat légal qu'ils espéraient, sont condamnés à rester à la frontière jusqu'à la fin du procès, dont l'issue est certaine pour la plupart des habitants de l'Aube.

Car M. Silvérié n'a pas arrêté là ses méfaits. En effet, il avait fait signer à ces travailleurs une reconnaissance de dettes dont le montant n'était pas mentionné ! Il n'a pas non plus hésité à employer ces derniers, sans certificat de travail, pour des basses besognes dans son usine d'Ostende. Enfin, lorsque les Mauriciens s'aperçurent de la supercherie, il les empêcha de repartir.

Mais le point qui mérite notre attention, est que toutes ces « glorieuses » actions furent soutenues activement lors du procès par les cadres de l'entreprise.

Ainsi la logique du profit capitaliste peut se trouver intégrée par tous les membres d'une entreprise. Des cadres et des ouvriers plus ou moins exploités par le patronat peuvent à leur tour se transformer en exploités de plus

démunis qu'eux comme ces malheureux immigrés.

Peut-être à ce propos pourrait-on se souvenir de cette histoire japonaise, qui montre les cadres et les travailleurs d'une entreprise s'unissant pour matraquer des infirmes venus avec leurs parents pour protester contre le rejet de déchets biologiques dont ils étaient les malheureuses victimes.

C'est bien pour cela que nous ne pouvons nous rallier au mot d'autogestion et que nous lui préférons celui de socio-gestion.

Socio-gestion, c'est-à-dire gestion de l'économie par les membres de l'entreprise mais aussi — par les consommateurs souvent grugés et trompés par une publicité abusive ;

— par les autorités municipales et régionales qui doivent avoir leur mot à dire lorsque des entreprises extra-régionales absorbent des firmes locales quitte à déplacer ensuite hors de la région les usines et les emplois ;

— par une autorité étatique qui joue le rôle d'arbitre et peut intervenir quand les égoïsmes corporatifs et locaux aboutissent à brimer les sans-défense. Ainsi un Etat soucieux de préserver à la fois l'intérêt des travailleurs français et le visage d'une France généreuse vis-à-vis du Tiers-Monde indemniserait ces travailleurs mauriciens et punirait M. Silvérié de façon exemplaire. Mais est-ce possible quand l'Etat est colonisé par des partis liés à l'argent ?

José MACE

l'éclatement d'une famille

● Une famille puritaine qui vit en vase clos va s'ouvrir brutalement sur le monde. Trop, puisqu'elle éclatera.

Ecrit avec une rare maîtrise, le second roman de Josane Duranteau, *La Belle Indienne*, retrace l'histoire d'une famille protestante au début du siècle. D'entrée y domine la figure de Marguerite.

Aux confins de la Touraine et du Poitou ; un hameau qui a pris le nom de l'épicerie autour de laquelle il s'est ancré : *La Belle Indienne*. C'est là que s'est écoulée l'enfance de Marguerite avant qu'elle n'aille s'établir dans ses fonctions d'institutrice à Poitiers où elle élèvera ses cinq enfants. Education ou dressage en règle ? Dans tous les cas Marguerite ne démord pas des principes qui régiront tout le

cours de sa vie, et finiront même par la faire abandonner de tous sauf de cette pauvre fille, Charlotte, et de la petite fille confondue avec l'auteur du livre. Toutes deux l'accompagneront à sa dernière demeure, seules derrière le corbillard.

Si Marguerite, institutrice pure et dure, ne mérite pas d'être confondue dans le corps des « hussards noirs de la République », elle n'en adhère pas moins au mythe du Progrès messianique que venait de consacrer l'Exposition Universelle. Là où un Nietzsche s'était brisé la voix à dénoncer le nouvel esprit de la science, il n'y avait rien à faire : Jules Verne n'avait pas fini de conquérir les cœurs. D'un même élan, la diable de femme manifeste sa répugnance et son dédain pour les travaux manuels. Elle ira jusqu'à refuser son consentement au mariage de sa fille Charlotte avec un ingénieur. Pas étonnant dès lors qu'à son chevet elle ait goûté les lectures à haute voix de Corneille, Molière, La Fontaine, Racine ou Perrault. Dans les « belles lettres », la grand-mère s'est consolée de son abandon. Rapportant les propos « à rebours de la vérité » que tint le pasteur dans son homélie aux obsèques de Marguerite, l'auteur livre la clef et le ressort du drame : « *Le pauvre pasteur (...) n'avait pas vu que Marguerite ne portait nul amour à ceux à qui elle délivrait son message : c'était le message qu'elle aimait.* »

Rien n'explique pourtant l'absence du père dans la vie d'une famille qui bientôt

se dispersera aux quatre coins du monde. Le lecteur prendra son mal en patience. Quand, dans les dernières pages, l'enquête de la petite-fille aboutira, on refermera ce livre aussi interdit que le sont les enfants après la lecture d'un beau conte.

Philippe DELAROCHE

1) *La Belle Indienne* - Josane Duranteau. Ed. Stock, 200 p - 25 F.

abonnez-vous

à

la

naf-hebdo

suite de la p. 8

Pourtant, il me semble que nous avons une originalité, une différence absolue avec les non-conformistes des années 30. Leur volonté d'échapper au machinisme politique, la rigueur morale qui les dégoûtait des magouilles politiques, leur volonté révolutionnaire, tout cet ensemble péchait par l'infirmité de leur pensée politique. La seule voie qui soit en leur moyen pour corriger le cours des choses se réduit à la réforme intellectuelle et morale de quelques-uns, l'apostolat en somme. Rien là que de normal et d'indispensable à l'origine d'une grande œuvre humaine. Mais lorsqu'il s'agit de rentrer en politique ? C'est très différent. Quelles que soient les certitudes dont on s'est cuirassé, les sûrs objectifs que l'on s'est assigné, il n'y a plus pour être politiquement efficace qu'à rentrer dans le jeu politique, les luttes de clan. Nous voilà du coup prisonniers de cette mécanique infernale dont on ne voulait pas, et enchaînés

à des forces qui entraînent à l'encontre des objectifs fixés.

La grande erreur est de ne pas avoir réfléchi à l'Etat, sa fonction, son rôle stratégiquement déterminant dans la révolution, ce que signifie sa légitimité, l'accord qu'il établit entre la force et la justice, ce que Claude Bruaire appelle sa position latérale par rapport au jeu social, etc. S'il est une mission qui revient à des intellectuels qui ne possèdent pas la maîtrise de considérables forces politiques ou de leviers sociaux, c'est celle, politique et prophétique, qui consiste à témoigner pour un Etat légitime, ontologiquement lié au corps national, en prise directe avec ses forces sociales, ses courants intellectuels, mais présidant à leur essor pour les unifier au service du mieux-être commun.

Cela ne résoud pas, nous rétorquera-t-on, le problème de l'instauration de cet Etat... Bien sûr, mais il demeure une part réservée à l'art politique qui consiste avant tout à répondre à cette sorte de grâce historique qui à un moment privilégié, ouvre la voie à l'homme du destin. C'est ainsi que se noue ou se renoue une légitimité

Celle-ci se confirme alors par le consensus national, l'adhésion populaire, le concours de toutes les forces vives du pays. Et d'une façon privilégiée, ce monde des travailleurs pour laquelle *Esprit* manifesta sa prédilection, et qui n'aura de rôle reconnu que par un Etat libre. Sans cet Etat, la volonté révolutionnaire est vouée à la guerre civile, au manichéisme politique ou encore au conservatisme égoïste. En un mot, à tout ce contre quoi les non-conformistes des années 30 se sont battus, sans parvenir à faire entendre raison à une histoire qui leur a échappé.

Gérard LECLERC

(1) Michel Winnock : *Histoire politique de la revue « Esprit » 1930-1950*. L'univers historique - Le Seuil.

(2) Jean-Louis Loubet Del Bayle : *Les non-conformistes des années 30* - Le Seuil.

(3) Je n'ai pas ici la place pour faire le point sur la pensée de Mounier, et plus généralement le « personnalisme chrétien », mais il ne semble pas que le fondateur d'*Esprit* ait donné une œuvre philosophique véritable : des éléments, quelques lumières. Ce que je préfère de lui est son *affrontement chrétien* où il mesure la critique nietzschéenne à l'essence vraie du christianisme. Avec ses grandeurs et ses faiblesses, le mouniérisme est une branche greffée sur le tronc de l'existentialisme moderne.

la naf en mouvement

la naf à la télé

La « lettre en image » que la N.A.F. avait adressé à l'occasion de l'émission *Tribune Libre* le 18 mars sur la troisième chaîne a rencontré un vif succès. De l'abondant courrier reçu nous extrayons quelques lettres :

B.M. Salon de Provence. — J'ai été très intéressé par l'émission, trop courte il est vrai, que vous avez fait, dans le cadre de *Tribune Libre*. Intéressé autant par le style que par le contenu. Aussi, bien que n'étant pas de « votre côté » étant ouvrier, il me serait agréable de recevoir votre journal pour mieux connaître votre ligne de pensée et pour l'apprécier davantage.

J.Y.C. Allemagne. — « ...C'est avec un très grand intérêt que j'ai suivi votre émission... mon adhésion pourrait vous être acquise, si votre association correspond à l'idée que je m'en suis fait suite à votre émission malheureusement trop brève. »

J.M.L. Rueil. — « A la suite de l'émission télévisée qui a donné la parole à votre mouvement, je me permets de vous prier de me faire parvenir votre journal... En vous félicitant pour l'efficacité sobre de votre intervention, je vous prie d'accepter mes remerciements anticipés. »

R.P.G.A. La Brède. — « Très impressionné par la sagesse de votre émission télévisée... »

L.B. La Ferté-Macé. — « J'ai entendu ce soir sur FR3 l'appel de M. Renouvin. Mon cœur a tressailli à cet appel car depuis de nombreuses années je n'étais plus habitué d'entendre la voix de la raison... Veuillez prendre mon adhésion ainsi que celle de mon fils... Dans cette vieille Normandie je pourrais vous faire connaître afin que notre révolution humaine et nationale puisse se réaliser... »

Toutes ces lettres reçues sont pour nous très encourageantes et nous prouvent, s'il en était besoin, qu'un large public serait susceptible de nous rejoindre si nous étions plus connus. A noter également l'excellent compte rendu de l'émission dans *Le Monde* du 20 mars.

GRENOBLE

Attention. La section N.A.F. de Grenoble, le siège de la zone d'action « Sud-Est » viennent de quitter leur local historique du square des Postes. Leur nouvelle adresse est :

C.U.I.P., N.A.F. Sud-Est
41, rue Saint-Laurent
38000 GRENOBLE

il y a trente ans, yalta

Réunir trois cent personnes dans la salle de la rue de Rennes pour parler de « La France aux blocs » peut sembler banal. C'était pourtant une première — et d'importance — que cette réunion du 19 mars organisée par l'Institut de Politique Etrangère, et si la grande presse (*Le Figaro*, *Le Monde*, *Le Quotidien de Paris*) en a donné des compte rendus, c'est bien parce que les journalistes avaient perçu l'inhabituel de cette tribune qui regroupait autour de Patrice Gélinet, animateur du débat, le général Bécam du Parti Socialiste, Jean-Michel Naulot de l'Union des Jeunes pour le Progrès (U.J.P.), Olivier Germain Thomas de la revue *L'Appel* et Bertrand Renouvin de la N.A.F.

Si leurs options politiques étaient très variées, les orateurs se révélèrent rapidement d'accord sur l'essentiel : le refus des hégémonies et la réaffirmation de la nécessité de l'indépendance nationale de la France face aux blocs. La parole fut ensuite donnée à la salle. Les nombreuses questions permirent aux orateurs d'affirmer et de préciser leurs positions. Salle vibrante et intéressante par ailleurs, où se cotoyaient à la fois les sympathisants des différentes organisations représentées à la tribune et les curieux attirés par les annonces parues dans la presse.

Les discussions animées, poursuivies fort tard dans la nuit, nous font souhaiter que cette première expérience réussie soit renouvelée et élargie.

SESSION D'ETUDES STRATEGIQUES

Organisée par la Direction Propagande, une session aura lieu du vendredi 4 avril à 14 heures au dimanche 6 avril en fin d'après-midi. Lieu : Château de Chapeau-Cornu à Vignieu (Isère), tél. 17 à Saint-Chef. Les participants trouveront toutes commodités sur place. Prix à prévoir : 100 F pour la session complète.

Objectif : Il s'agira de réfléchir sur les conditions de développement d'une stratégie du mouvement et d'élaborer une recherche débouchant sur des propositions concrètes.

Conditions de participation : Les cadres du mouvement recevront une convocation individuelle. Les cadres qui n'auraient pas reçu de convocation peuvent s'inscrire immédiatement en écrivant à Georges Bernard, 5, rue Condorcet, 38000 Grenoble. Tous les participants à la session sont invités à mettre par écrit leurs préoccupations et les points qu'ils aimeraient voir abordés, étant entendu que cette session ne s'occupera pas de doctrine, elle ne consistera pas à faire de la micro-tactique, ni à donner un spectacle. Elle ne visera pas à fournir une ligne politique pour la France, enfin elle ne présentera pas des choix stratégiques définitifs mais élaborera la problématique à suivre pour les faire.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone: 742-21-93

Abonnement trois mois : 20 F

Abonnement six mois : 40 F

Abonnement un an : 70 F

Abonnement de soutien : 120 F

C.C.P. N.A.F. Paris 642-31

Directeur de la publication

Yvan AUMONT

Imprimerie Abexpress

72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)

L'aventure politique d'"esprit"

l'état et la révolution

La semaine dernière nous annoncions une étude sur la nature moderne de l'Etat à partir de la lettre d'un militant aixois. Nous avons préféré l'ajourner d'une semaine, un livre ayant entre-temps retenu notre attention par son rapport direct à notre sujet. Le débat n'est donc pas éludé pour ce numéro. Voici en préface les leçons politiques que nous pouvons tirer d'une expérience qui depuis le début de la n.a.f. a retenu toute notre attention.

Michel Winock vient d'écrire une « *histoire politique d'Esprit* » (1) qui constitue un document de première valeur. Il l'a établie avec la rigueur convenant à sa discipline. Avec une sympathie qui s'explique d'autant mieux qu'il s'inscrit dans le courant de pensée dont Mounier fut l'initiateur. Mais encore, avec l'esprit critique qui sait prendre ses distances, reconnaître parfois le défaut de la cuirasse, l'erreur de perspective. Pour ma part, je ne saurais lui faire qu'un unique reproche : sa méconnaissance totale en tout ce qui concerne Maurras. A peu près rien n'est exact de ce qu'il écrit sur l'écrivain royaliste. Je ne veux pas corriger ici toutes les erreurs, car elles n'atteignent pas l'essentiel du livre.

Une seule, pourtant, me paraît intéressante à relever, tant elle est symptomatique. Les trois fameux « R » auxquels Maurras s'oppose comme à une maladie de l'esprit se prolongeant en une sorte de tradition subversive, n'ont jamais mis en cause la Renaissance. Il s'agit du tryptique Réforme - Romantisme - Révolution où ce qui se trouve contesté ne touche ni de près, ni de loin la dynamique du progrès, l'esprit industriel et créatif ni même la flamme révolutionnaire dont l'énergie est positive. La critique dénonce la négativité pure, l'esprit dévastateur qui ne produit que des ruines. Ce n'était pas le cas de la Renaissance, pour laquelle l'auteur de *Romantisme et Révolution* débordait d'admiration, et affirme une parfaite continuité avec le Moyen Age, comme un chirurgien d'essence rare éclatant d'une même souche. Ce qu'on peut, par ailleurs, trouver excessif.

Si ma mémoire ne me trahit pas, il me semble que Michel Winock ne fait que transcrire une erreur imputable à Mounier. Et c'est là que l'erreur devient symptomatique. Mounier ne connaissait pas Maurras, ne l'avait manifestement pas lu. Sinon, pareille « bourde » serait impensable. Mais la réciproque est également vraie : Maurras n'a jamais lu Mounier. Vraisemblablement, il n'en percevait pas l'intérêt. Sans doute, la rumeur susurrerait-elle que ce « jeune homme » et ses compagnons recommençaient l'aventure du Sillon. Du côté d'*Esprit*, l'opinion devait être que Maurras avait développé sa pensée au début du siècle et s'était réfugié depuis lors dans un confort intellectuel, grandement facilité par le ronron de sa clientèle conservatrice. Qui aurait pu faire le pont, pour qu'un débat, ou au moins une polémique correcte s'instaure ?

Car Mounier n'était pas Sangnier et exérait la mentalité silloniste, ce sentimentalisme verbeux, ces cœurs perpétuellement en bandoulière. Le mot même de démocratie lui était

suspect, tout comme le libéralisme qui consonnait avec l'individualisme. Il n'est pas un thème développé à ses origines par la jeune revue qui ne fut en correspondance avec les idées-forces de l'Action française : du refus du parlementarisme à la décentralisation en passant par la recherche d'un nouvel ordre économique. D'autre part Mounier était une intelligence rigoureuse, d'une grande culture, d'une parfaite intégrité, toujours mue par un plus grand appétit de vérité. On peut et on doit regretter qu'il n'y ait pas eu entre le maître de l'A.F. et l'animateur d'*Esprit* l'équivalent de ce chef-d'œuvre de maïeutique qu'est le dilemme de Marc Sangnier.

Il nous est arrivé souvent de déplorer le tournant manqué des années trente pour le mouvement royaliste. En lisant Winock, on revit ce « rattachement », principalement en ce qui touche le débat intellectuel. Tout s'est passé comme si la gloire avait été fatale pour Maurras. Quel contact avait-il avec la jeune pensée vivante de ce temps ?

Jean de Fabrègues nous a raconté comment il continuait à rencontrer Maurras, à discuter longuement avec lui tandis que le mouvement qui le considérait comme transfuge, lui multipliait les désagréments. Précisément, il était avec Thierry Maulnier un de ceux qui auraient pu faire le pont. L'un et l'autre font partie de ces « non-conformistes des années trente » dont Loubet Del Bayle a fait l'histoire (2), et où ils se retrouvaient avec l'équipe d'*Esprit*, et les amis d'Arnaud Dandieu et Robert Aron de l'*Ordre Nouveau*. Leur point commun ? Une vive conscience de la profondeur de la tourmente qui, au-delà de l'économie, trouve ses racines dans les fondements d'un monde ébranlé. Plus positivement ? Ce qu'on a appelé d'une façon un peu flottante « les certitudes personalistes », fondements d'une nécessaire révolution (3).

Maurras, a priori, n'est pas hostile à ces idées. Et lorsque Jean de Fabrègues lui soumet le manifeste de sa revue « Rédaction », il l'approuve (tout comme Bernanos d'ailleurs, plus proche de cette génération). Mais, rien de plus. Deux univers coexistent dans l'indifférence, à quelques louables exceptions près. Il y a à cela une autre raison qui dépasse le débat d'idées.

L'INCARNATION HISTORIQUE

Tous ces jeunes gens se situent au-delà de la droite et de la gauche. La tâche qu'ils veulent entreprendre les sépare autant des politiciens d'une droite conservatrice bornée et liée aux puissances d'argent, qu'à une gauche véreuse dont l'histoire est la continuelle trahison des espérances ouvrières. Depuis son « ralliement » à Poincaré, l'A.F. est passée, à leur avis, du côté conservateur. Plus tard Emmanuel Mounier résumait très bien le sentiment commun d'alors : « *Notre royaume n'est pas de votre monde. L'homme, ses problèmes, sa civilisation, sa vérité métaphysique aussi bien que son histoire la plus engagée, l'actualité comme vous dites, tout cela est à une distance dont vous n'avez pas la moindre idée des ces idéologies contradictoires, de ces volontés brouillonnes et de ces instincts déguisés que vous classez en droite et en gauche* ». N'était-ce pas vouloir juger des choses à une hauteur ne convenant qu'à l'historien qui peut prétendre échapper à la mêlée ? De fait, des événements allaient surgir qui briseraient la France en deux camps irréductibles, et les non-

conformistes ne pourraient pas échapper à la terrible rupture. Cela commença, au témoignage de Jean de Fabrègues, avec février 1934, et ce ne fut qu'empirer avec le front populaire, la guerre d'Espagne, Vichy, la résistance, etc.

Pour sa part, Mounier et ses amis, après avoir refusé une première expérience politique que leur proposait Georges Izard, devaient s'engager de plus en plus à gauche. Parce qu'à gauche, « il y a le peuple », et que les chances révolutionnaires sont uniquement de ce côté. Du coup, surtout au lendemain de la guerre, le problème des rapports avec le parti communiste devait devenir crucial. Mais, dès la guerre d'Espagne, il s'agit de savoir si on peut soutenir une cause où le parti communiste risque de triompher. A *Esprit*, on assume le risque : l'alliance de Staline contre les avions d'Hitler. Pourtant, commente Michel Winock, *parce qu'on ne saurait concevoir une cause parfaite, la lucidité et la fidélité à un carré de principes inaliénables devaient être préservées au cœur du combat*.

C'est une exigence difficile que Mounier tenta de réaliser comme Bernanos et Simone Weil... Savoir s'engager tout en refusant le totalitarisme présente des difficultés inouïes : le manichéisme est là qui guette pour justifier jusqu'aux crimes. Avec une belle honnêteté, Michel Winock reconnaît qu'après la Libération, l'engagement d'*Esprit* aux côtés du parti communiste provoqua un certain silence : « *La terrible répression stalinienne qui s'abat sur des millions de citoyens soviétiques à cette époque, et qui était en partie connue des Occidentaux, on n'en trouve guère la dénonciation dans Esprit. Cette vigilance contre le totalitarisme que la revue avait manifestée pendant la guerre d'Espagne, sans l'empêcher de prendre parti, il faut reconnaître que pendant des années on n'en trouve plus guère trace dans ses pages* ». Ce silence allait à l'encontre même de ses règles fondamentales. Il fallut attendre le procès Rajk et le schisme de Tito pour que la revue éclaire ses lecteurs sur le cauchemar stalinien.

LES MAINS SALES

Evidemment, en politique il faut faire des choix, prendre parti. Et non pas arbitrairement, dans une trame historique où se tisse l'événement, que cela vous plaise ou pas. Voilà qui vous oblige fréquemment à descendre des superbes hauteurs où se complait l'intellectuel, ou de schémas préfabriqués où le réel est reconstruit de manière si commode. La politique consiste encore en ce jeu de forces parfois aveugles, et l'obtention du succès est fonction de la pesée de ces forces, ce qui ne correspond pas toujours à nos bonnes volontés. Enfin l'histoire est tragédie, souvent elle côtoie l'abîme et y précipite les peuples : le destin défie le rationnel et nos claires volontés.

C'est tout cela que l'expérience devait apprendre à la jeune équipe d'*Esprit*, ainsi qu'à l'ensemble des non-conformistes. La leçon vaut pour nous. Pierre Boutang, à Rueil, nous a publiquement reproché d'être trop « parfaits » et presque de n'avoir pas commis encore, en notre jeune existence, de bêtise majeure. Peut-être va-t-il un peu vite en besogne. Nous en sommes encore à nos années d'apprentissage et de formation. L'histoire ne nous a pas encore sollicités. Cela viendra au fur et à mesure que notre force s'affirmera.

(Suite page 7.)